

Monsieur Roland LESCURE
*Ministre de l'Économie, des Finances et
de la Souveraineté industrielle,
énergétique et numérique*
**139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12**

Paris, le 2 mars 2026

Monsieur le Ministre,

L'Uniopss réunit les acteurs non lucratifs des secteurs social, médico-social et de la santé qui mènent au quotidien des actions indispensables à nos concitoyens en situation de vulnérabilité liée à l'âge, au handicap, à leur situation sociale, à la nécessité pour certains mineurs d'être protégés, à tous d'être soignés et de bénéficier de lien social.

Si les associations de notre réseau ont le souhait de mettre en œuvre des accompagnements de qualité pour permettre aux personnes d'avoir des conditions de vie dignes et des droits pleinement reconnus, elles ne peuvent le faire sans moyens humains à la hauteur des besoins et des missions qui nous sont confiées, et, en corollaire, sans moyens financiers suffisants. Or, nous subissons depuis plusieurs années des contraintes budgétaires limitant nos missions, voire qui les mettent en péril.

De plus, ces associations de notre réseau, non lucratives par nature, donc ne bénéficiant pour beaucoup que des dotations publiques de l'État et des collectivités territoriales, doivent faire face aux conséquences de régulières hausses de charges liées à des évolutions des réglementations ou à l'inflation sur lesquelles nous n'avons aucune maîtrise.

Dans ce contexte économique extrêmement difficile, un nouvel obstacle budgétaire s'impose à nous du fait de la loi de finances 2026. En effet, celle-ci a prévu de supprimer l'exonération de la taxe d'apprentissage dont bénéficiaient jusqu'à présent les acteurs privés non lucratifs.

Si l'Uniopss est favorable au développement de l'apprentissage dans notre secteur et donc à envisager les formes de son financement, nous alertons sur le fait que cette nouvelle charge ne sera, une nouvelle fois, très probablement pas compensée par nos autorités de tarification que sont l'État, les ARS, les départements, les régions et les communes, suivant les politiques publiques.

Nous voyons alors se profiler un choc fiscal d'environ 225 millions d'euros cumulés dans les différents secteurs associatifs des solidarités et de la santé dont la masse salariale totale est de 33,1 milliards d'euros¹. Cela freinera de fait le financement de futurs recrutements dans un secteur qui connaît déjà une forte pénurie des métiers.

¹ Bilan 2025 de l'emploi associatif sanitaire et social. Uniopss, CRDLA Solidarités-Santé, Recherches et Solidarités.

De plus, cette décision s'ajoute à l'absence partielle ou totale, suivant les cas, de financements des dispositions des derniers accords conventionnels pourtant agréés liés aux dispositions « Ségur » alors qu'elles s'imposent à nos organismes.

En outre, nous avons la perspective de réformes tarifaires en cours dans le secteur de l'autonomie et de l'hébergement d'urgence qui ne dessinent aucune alternative pour assurer un financement à la hauteur des moyens nécessaires pour réaliser des accompagnements de qualité, pourtant souhaités par les personnes, les familles, les associations et les pouvoirs publics.

A la veille d'échéances électorales importantes pour notre pays, l'Uniopss demande que le gouvernement prenne la pleine mesure des conséquences de cette disposition pour, au minimum, en amoindrir l'impact, et, plus globalement, proposer un cadre financier pérenne et soutenable qui permette à nos structures de l'économie sociale et solidaire, de véritables acteurs économiques de proximité, pourvoyeurs de plus d'1,2 million d'emplois non délocalisables, de pouvoir mener leurs missions, essentielles aux personnes accompagnées comme à la cohésion du pays.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à ces préoccupations et disponible pour poursuivre les échanges nécessaire à ce sujet, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes salutations les meilleures.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Daniel Goldberg", with a large, sweeping flourish underneath.

Daniel GOLDBERG
Président de l'Uniopss